



Confidentiel

DER GENERALSTABSCHEF

Le Chef de l'Etat-major général

Il Capo dello Stato maggiore generale

Berne, le 27 janvier 1947.

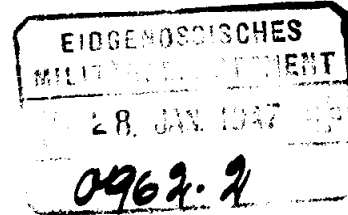
No. 0962.2

Au Département militaire fédéral.

In der Antwort vermerken - A indiquer dans la réponse
Da indicare nella risposta

Demandes d'assentiment pour des
attachés militaires de Yougoslavie
et de Bulgarie.

Réponse à vos transmissions
No 0962.2 et No 0962.3 du 16.1.47.



Rien ne saurait s'opposer aux demandes présentées par les Gouvernements Yougoslave et Bulgare visant à se faire représenter militairement à Berne.

J'ai cependant considéré qu'il était utile de chercher à obtenir quelques renseignements plus précis concernant la personnalité des officiers proposés.

Le Colonel Wladimir Vodopivec, pour lequel le Gouvernement Yougoslave sollicite l'assentiment de nos Autorités, est un officier avantageusement connu, notamment des Autorités Alliées, avec lesquelles il fut en contact à Vienne.

Les derniers postes qu'il occupa, à Trieste et auprès du Conseil Allié pour l'Autriche, ne laissent toutefois subsister aucun doute quant à ses rapports avec l'organisation U.D.B.A. (anciennement O.Z.N.A.), laquelle déploie une grande activité en Europe occidentale et en Suisse particulièrement.

Il est donc fort probable que le Colonel Vodopivec assumera, en plus de ses fonctions régulières d'attaché militaire, des tâches spéciales pour le compte de la U.D.B.A. Il appartiendra au Service de Police du M.P.F. d'exercer une discrète surveillance.

Cependant, les craintes ci-dessus énoncées ne doivent pas inciter nos Autorités à refuser l'assentiment demandé pour le Colonel Vodopivec, car le caractère officiel de sa mission en Suisse contribuera à faciliter la mission de nos organes de surveillance.

Le Colonel Zaimoff, proposé par le Gouvernement Bulgare, est un partisan communiste convaincu. Les derniers renseignements recueillis à son sujet le situent au poste important de Colonel des Milices, groupement communiste terroriste bulgare.

C'est bien contre son gré, et parce que la situation l'y oblige, que le Ministre de Bulgarie en Suisse déclare maintenant qu'il serait heureux d'avoir cet officier comme collaborateur.

./ Dodis



S.E. le Ministre Veltcheff, Colonel Général, maintenant Ministre en Suisse, est, en effet, considéré comme très douteux par la grande majorité des Autorités bulgares. Un informateur sûr nous a conté par le menu la situation tragique de ce Général-Diplomate dans les mois qui ont précédé son départ de Bulgarie pour la Suisse. - Le Général Veltcheff, personnalité forte et influente, exerçait une grande autorité sur le corps des officiers d'active. En été 1946, alors que par ordre de Dimitrov, - lequel venait de rentrer d'un voyage à Moscou - on procéda à l'épuration de plus de 1.800 officiers bulgares (tous passés par les Armes), le Général Veltcheff fut placé sous étroite surveillance. Il était connu comme expert des coups d'Etat et l'on craignait qu'il ne réussisse à renverser le Gouvernement pro-soviétique.

Emmené tout d'abord à Varna, il y fut maintenu quelques semaines, reçut ensuite l'ordre de suivre une cure de bains et se vit autorisé enfin à rentrer à Sofia, en résidence surveillée. Ces mesures, destinées à lui éviter d'être exécuté comme la grande majorité de ses amis, avaient été prises par le Premier Ministre, lequel, au nom d'une amitié déjà ancienne, protégea le Général Veltcheff.

Notre informateur précisa même que la désignation du Général Veltcheff comme Ministre en Suisse fut arrachée à Dimitrov, par le Premier Ministre, au prix de larges concessions faites par les Bulgares aux Russes.

Ces renseignements sont bien de nature à prouver que certains membres du Gouvernement Bulgare n'ont en le Ministre Veltcheff qu'une confiance très limitée et que leur désir de lui adjoindre un surveillant - voire même peut-être de trouver les motifs qui pourraient le faire destituer - n'est que trop compréhensible.

Le Lt.colonel Frick, Chef de la Section des renseignements, a eu l'occasion de connaître un cas semblable en Turquie, où le Ministre Antonoff fut destitué à la suite des rapports adressés à Sofia par son attaché militaire, le Colonel Lekarski (Il avait été question, il y a trois mois, que le Colonel Lekarski soit envoyé comme attaché militaire bulgare en Suisse).

Il appartient au Département Politique de prendre position quant à l'opportunité de donner ou de refuser l'assentiment sollicité pour le Colonel Zaimoff.

A mon point de vue j'estime qu'il serait délicat de refuser, car la justification d'une telle décision est fort malaisée.

Il n'en reste pas moins que les demandes présentées, presque simultanément, par les Gouvernements Yougoslave et Bulgare, sont l'indice d'une volonté bien nette de ces deux pays de renforcer leur activité d'information en Suisse. Il est bien probable, en outre, que le Gouvernement Soviétique n'est pas étranger à cet empressement soudainement manifesté.

Le fait que les Gouvernements Yougoslave et Bulgare sont prêts à nous accorder la réciprocité en nous offrant de désigner un attaché militaire auprès de nos Légations de Belgrad et de Sofia a particulièrement retenu mon attention.

Il est évident qu'un observateur militaire, dans ces deux capitales, serait en mesure de nous envoyer de très utiles renseignements, cela d'autant plus que ces pays sont dirigés par des hommes entièrement dévoués à Moscou et que les directives données par l'U.R.S.S. y sont suivies à la lettre.

Le fait que l'envoi d'un attaché militaire à Prague soit de plus en plus problématique s'ajoute encore à l'intérêt que présentent pour nous la Yougoslavie et la Bulgarie.

- 3 -

Un attaché militaire suisse à Belgrad et Sofia compléterait d'heureuse façon notre réseau d'information militaire balkanique.

Je suis donc d'avis qu'il conviendrait de donner suite à l'offre des Autorités yougoslave et bulgare.

Pour des raisons d'économie et aussi par manque de personnel qualifié, je n'envisagerai toutefois la désignation que d'un attaché militaire, accrédité à Belgrade et Sofia.

Les sondages déjà effectués me permettent d'affirmer que cette double affectation n'entraînerait aucune difficulté d'ordre politique. Du point de vue pratique, je relève que les communications entre ces deux capitales sont maintenant excellentes. Du point de vue rendement, les expériences faites tant pour les pays nordiques que pour Ankara et Athènes sont concluantes, et je suis persuadé que cette solution conviendrait également pour Sofia et Belgrade.

En conclusion, je propose:

- a) que l'assentiment soit donné pour les Colonels Vodopivec et Zaimoff;
- b) qu'il soit décidé, en principe, de désigner un attaché militaire accrédité à Belgrad et Sofia.

LE CHEF DE L'ETAT-MAJOR GENERAL:



Colonel cdt. de corps de Montmollin.